

Le Club de Mediapart

Participez au débat



Rodolphe P.

Professeur d'histoire géographie, analyste en stratégie internationale

Abonné-e de Mediapart

BILLET DE BLOG 17 OCT. 2022

Aux enseignants

J'y vais, j'y vais pas ? Je fais grève ? et puis les élèves ? et puis à quoi bon ? Demain, il ne s'agit plus d'une grève de plus, demain il s'agit de commencer à reconquérir notre dignité.

Ce blog est personnel, la rédaction n'est pas à l'origine de ses contenus.

Aux enseignants

Une fois pour toutes, finissons-en. 40 déjà que le décrochage salarial a débuté, 10 ans déjà de gel du point d'indice et reprise d'une inflation galopante.

Demain, il ne s'agit plus d'une grève de plus, demain il s'agit de commencer à reconquérir notre dignité. Hier le ministre nous a expliqué que pour accroître nos revenus nous serons appelés à surveiller les récréations et les pauses méridiennes.

Après-demain, il nous sommera de faire le ménage de nos salles de classe et pourquoi pas de nettoyer les toilettes. Comment accepter ?

Quant aux augmentations de salaire, les 10% ce sera en moyenne, ça prendra en compte les quelques miettes déjà distribuées, et pour ceux qui sont au delà de 20 ans d'ancienneté c'est un accès facilité à la HC et à la CE dont ils devront se contenter.

Hier le ministre n'a pas été en mesure de démentir que nous serons appelés à travailler jusqu'à 65 ans devant nos classes. Demain, ce sera 67 ans...

Chaque jour qui passe est une humiliation supplémentaire et pourtant partout on relève la tête, les grèves se multiplient dans le privé et les augmentations de salaires arrivent. Les employeurs font face à une pénurie de main d'œuvre, les cadres démissionnent pour faire jouer la concurrence. Partout on se réveille, nous sommes en léthargie continue.

Demain, le gouvernement dégainera le 49,3 pour faire passer sa loi de finance, qui fait encore 35 milliards de cadeau

fiscal aux entreprises. 35 milliards ! A titre de comparaison le financement des 3,5% d'augmentation filé à tous les fonctionnaires durant l'été coûte 650 millions d'euros. 650 millions, 35 milliards. Et si l'on ajoute l'ensemble des aides, subventions, dégrèvements... accordés aux entreprises cela représentait en 2019 (soit AVANT la pandémie) 150 milliards d'euros annuels MINIMUM soit la moitié du budget de l'Etat, soit 2 fois le budget de l'Education nationale.

La vérité c'est que nous ne pouvons plus tenir, que le prix du chariot de courses a augmenté de 12 % sur un an, que celui de l'essence est devenu stratosphérique et sujet à d'énormes variations. Quant à nos factures de gaz et d'électricité faut-il en parler ?

Il est urgent de briser l'engrenage, le gouvernement est faible, l'appel à la grève est général, nous ne pouvons laisser passer une occasion historique de mettre un terme à cette paupérisation galopante doublée d'une humiliation globale de ce que nous sommes. Nous sommes les enseignants les plus mal payés de pratiquement tout l'OCDE, nous connaissons des conditions de travail épouvantables qui n'ont de cesse de se détériorer au point de nous faire perdre le sens du métier. Nous gérons des flux d'élèves, nous n'avons plus moyen de les orienter, nous ne savons plus comment les évaluer, notre hiérarchie est aux abonnés absents ou pis nous sanctionne arbitrairement si nous avons l'outrecuidance de nous agiter un peu trop.

Nous ne sommes soumis de la sorte pour une raison simple, parce que nous ne regardons que nos pieds. Nous passons le plus clair de notre temps à esquiver, dénier, éviter. Les œillères que nous portons tous sont devenues vitales pour ne pas voir l'effondrement global de notre métier, de l'Education nationale et de notre modèle de société. Nous payons pour avoir une ristourne à la pompe et nous nous en félicitons. 30, 40 ans que nous fuyons, que nous nous dressons des villages Potemkine à longueur de journée, de peur d'être saisis d'effroi si nous apercevions le précipice au dessus duquel nous dansons.

Nous n'aurons rien ou nous aurons moins parce que nous ne le méritons pas. Bercés que nous sommes par l'illusion que les gouvernants sont nos obligés et à notre service, qu'ils leur reste un minimum du sens républicain, que l'intérêt général existe en soi. Il est temps de se rappeler que nous n'avons jamais rien obtenu sans lutte, sans combat. Que notre statut ne s'est construit qu'à la suite d'une catastrophe absolue que fut la guerre et la collaboration, qu'il a fallu occuper les usines pendant des semaines pour obtenir les congés payés etc.

La seule question à se poser n'est pas de savoir SI nous devrions nous mettre en grève demain mais jusqu'à QUAND ? Bien sûr jusqu'à la satisfaction des revendications. Quelles sont-elles ? A minima 10% d'augmentation immédiate pour TOUS et la réindexation du point d'indice sur l'inflation. Pas de reprise du travail avant cela.

Il est crucial ou plutôt vital d'établir un puissant rapport de forces sans quoi la dégringolade sera d'une violence insoupçonnée. Quand d'autres professions auront obtenu des avancées substantielles nous jouerons le rôle de la poubelle sur le quai dans laquelle nous jetterons tous nos déchets. Les gosses de ceux qui n'ont pas moyen de les mettre dans le privé, les jobs de ceux qui ont échoué à trouver un emploi digne. On peut déjà devenir prof suite à un simple coup de fil au rectorat, demain c'est aux taulards et aux allophones que ce sera proposé.

Honte sur les puissants mais aussi Honte sur nous, incapables collectivement de préserver ce qui était notre honneur, une éducation publique de qualité. Nous sommes responsables de son saccage tout autant que les dirigeants. Par notre passivité, notre apathie, notre inconscience.

Ce blog est personnel, la rédaction n'est pas à l'origine de ses contenus.